

Dans les montagnes françaises, ces territoires à fortes problématiques environnementales illustrent bien les contradictions des volontés actuelles de « faire vivre les territoires ». En réalité, que l'on soit confronté à un espace privé ou à un espace public, la volonté d'accaparement des espaces pour servir des intérêts marchands est manifeste chez tous les protagonistes qui souhaitent les développer. Les conflits tournent bien souvent autour des usages des espaces et de la façon dont ils sont organisés, les collectivités aussi bien que les entreprises **favorisant la propriété lucrative** tout en revendiquant de « protéger » la montagne. Les collectivités et acteurs du tourisme veulent que les touristes viennent en toute saison, afin de permettre au tourisme de se développer et de pallier le manque de neige. Tout cela, malgré les nombreux conflits d'usage et les pollutions que le tourisme provoque déjà. Pour rappel, le premier facteur d'émission de gaz à effet de serre du tourisme se situe avant tout dans le transport. D'un côté, il faut attirer des touristes, de l'autre, il faudrait permettre aux locaux d'y habiter. Or, la mise en tourisme des espaces veut dire la mise en tourisme des... logements. Avec des taux élevés de résidences secondaires et de logements touristiques, les arrière-pays sont en majorité composés de logements dans lesquels des personnes extérieures au territoire viennent résider une partie de l'année seulement. Les loyers sont de plus en plus élevés et **les locaux doivent quitter le lieu** qui les a vu grandir ou batailler pour rester. Une chose est sûre, les montagnes n'appartiennent pas à celles. ceux qui y habitent. Alors même que les territoires de montagne sont les plus susceptibles d'un changement climatique rapide, les usages de la montagne se massifient tout en se diversifiant, les lois qui encadrent l'artificialisation et la création des Unités Touristiques Nouvelles (UTN) sont d'abord des lois qui les permettent. Alors il faut "gérer", "coordonner", "observer", "innover" pour permettre **la cohabitation d'intérêts complètement contradictoires** que sont la consommation des espaces et la préservation de leur caractère "naturel". Ainsi, se multiplient les programmes et les fonds débloqués pour étudier et remédier aux désastres climatiques: Programme opérationnel inter-Alpes, Alpages Sentinelles, Plan avenir montagne, Plans pastoraux territoriaux, etc. En plus d'être difficilement accessibles pour n'importe quel citoyen. nes, ces plans persistent à vouloir conjuguer développement économique et "préservation de l'environnement". Il n'y a en fait aucun espoir de changement à chercher du côté des propositions issues du monde politico-économique. Les industriels et leurs pro-

C **6 Juin - Grenoble** : Réunion publique sur un projet d'agrandissement routier dans le Trièves.

A **7 au 9 Juin - Drôme** : 15 ans de l'Atelier Paysan. Conférences, ateliers, concerts, pour approfondir les luttes pour l'autonomie des communautés paysannes et alimentaires. (sur inscriptions).

E **15 Juin - Lyon** : Manif national pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Elle se déroule à Lyon en soutien à 2 camarades de la LJR qui seront jugés pour avoir arboré les couleurs de la Palestine sur la pelouse de l'Olympique Lyonnais.

D **21 & 22 Juin - Saint-Etienne** : Passage de la flamme olympique. Appels à actions pour perturber la cérémonie. Plus d'infos à venir sur Zbeul2024.

R **22 juin - Trièves** : Mobilisation contre un projet d'agrandissement de route.

I **24 au 29 Juin - Grenoble** : Semaine AntiJO. Plusieurs collectifs sportifs autogérés ouvrent leurs cours pendant la semaine (foot, boxe, basket...), en plein air, ouverts à toutes. Au programme : projection, conférence, manif.

R **27 et 28 Juin - Locaux de Solidaires - Grenoble** : Stage de formation "Notre écologie contre leurs profits". (sur inscription).

jets ont pour ambition de faire perdurer le modèle touristique tant que celui-ci générera des profits. Or, celui-ci est déjà le premier secteur industriel dans le monde et les acteurs du tourisme de montagne ne voient pas l'intérêt d'une véritable transition écologique. L'Etat, formidable chantre de la croissance, ne finance pas de véritable transition écologique, mais joue plutôt le jeu inverse, la Cour des Comptes l'a rappelé les 6 juillet 2023 et 12 mars derniers. Alors que faire pour dépasser ces contradictions ? Faut-il arriver à concilier développement et préservation de l'environnement comme nous l'entendons partout ?

* Faut-il développer le tourisme "alternatif" et « durable » ?

** La durabilité de ces dites alternatives est très discutable, s'ajoutant aux gros projets touristiques ainsi qu'à la mise en marché croissante de tous les recoins du monde. De manière générale, qu'est ce qui permet aujourd'hui aux gens d'habiter en montagne à part le tourisme et le télétravail ? Ce dernier, présenté comme une solution pour que les gens habitent les espaces montagnards, se multiplie partout, permettant à quelques personnes qualifiées et plus riches que la moyenne de vivre dans ces territoires, provoquant hausse des loyers et des biens de consommation, en plus de participer aux destructions engendrées par le numérique.

L'une des choses qui paraît essentielles est de sortir de l'économie marchande, qui nécessite que l'argent serve avant tout à faire plus d'argent. Des grands projets inutiles et leurs extensions font l'objet de luttes pour leur empêchement partout en France: contre les Sublimes routes du Vercors, contre une retenue collinaire à la Clusaz, contre l'agrandissement du téléphérique de La Grave... Des personnes se mobilisent pour s'organiser et faire en sorte que nos conditions d'existence ne dépendent pas de circuits de production et de décision si larges que l'on n'en maîtrise plus rien. Les habitant-es (à l'année) devraient pouvoir se loger correctement, puis s'organiser pour décider et produire selon leurs besoins.

Axel de l'Office de l'antitourisme de Grenoble

* Voir la déclaration de Pierre Mériaux, conseiller municipal d'Europe Ecologie Les Verts à la mairie de Grenoble : <https://reporterre.net/La-nouvelle-loi-Montagne-facilite-l-urbanisation-en-montagne-et-le-Lyon-Turin>.

** Des modèles touristiques voient le jour, dont le but affiché n'est pas de « gagner beaucoup d'argent ». Exemple dans les Pyrénées : <https://reporterre.net/Dans-les-Pyrenees-une-station-cherche-a-vivre-de-la-montagne-autrement>.

STOP TOMORROWLAND

Le 16 mars dernier débutait à l'Alpe d'Huez la 4^{ème} édition du festival Tomorrowland Winter. Si, selon le maire de la commune, l'évènement fait l'unanimité car il permet de faire ruisseler l'argent dans les commerces, le début des festivités ne s'est pas fait sans opposition ! Une manifestation, contre l'aberration d'un tel évènement dans un environnement aussi fragile et dans le contexte écologique actuel, a été organisée par le collectif *Stop Tomorrowland Alpe d'Huez*, formé en octobre 2023. Elle a été ponctuée par la cérémonie de remise du prix du Saccage des Cimes à la mairie de l'Alpe d'Huez, l'heureuse gagnante de cette première édition 2024 pour son partenariat avec le festival Tomorrowland Winter.

Pour qui cet évènement est-il réellement une fête ?

Pas pour tous les locaux ! La manifestation était l'occasion de revenir sur les impacts économiques pour la population, tels que les **2 millions d'argent public** pour l'organisation du festival, ainsi que d'alerter sur les **irrégularités juridiques** du dernier contrat entre l'Alpe d'Huez, la SATA, l'Office de Tourisme et TL Winter, pour lesquelles un déféré invitant le préfet à saisir le tribunal administratif a été envoyé par plusieurs associations, élu-es et habitant-es de la région.

Pas pour l'environnement ! L'organisation du festival s'adresse à une clientèle internationale et très aisée (en témoigne le prix des billets). Cette dernière n'est pas en reste en émissions GES, et l'empreinte carbone de l'évènement s'élève à plusieurs milliers de tonnes équivalent CO2, plus que celle des habitant-es de l'Alpe d'Huez à l'année. Si le problème concerne aussi l'industrie du ski, le festival participe à promouvoir une **image féérique d'un tourisme élitiste** qui impacte gravement les environnements montagnards. Les nuisances sonores sur l'environnement et la population sont aussi pointées du doigt par le collectif, qui a saisi le préfet de l'Isère en mars pour demander de faire respecter la légalité en la matière.

Le collectif ne compte pas s'arrêter après ces premiers mois d'une mobilisation riche (tractages, concert, etc.). Il appelle les mouvements luttant contre des projets de destruction de la montagne au service de l'industrie du tourisme et des plus aisés à candidater nombreux au prix du *Saccage des Cimes*, afin de visibiliser toujours plus les acteur-ices nous menant droit dans le mur !

Veut-on encore, en 2024, aménager un véritable parc d'attraction jusqu'à plus de 3000 mètres d'altitude ? Plus d'infos sur le site : stop-tomorrowland-alpedhuez.fr

MOINS VITE MOINS HAUT MOINS FORT

A l'heure où nous parlons, la grande majorité des franciliens prennent conscience que la grande fête olympique de Paris 2024 ne sera qu'une mascarade :

- Des **milliards d'argent public** investis dans des infrastructures non réutilisables (dont les recettes reviendront uniquement au CIO)
- Une accélération de la **gentrification**, notamment grâce à l'éloignement des plus précaires
- Une **militarisation** de la société, avec une police aux moyens humains et matériels toujours plus renforcés
- Des **restrictions** de circulation
- **Hausse du prix** des transports en commun
- «**Réquisition**» des logements par les propriétaires pour les louer aux touristes à prix d'or.

Aussi, beaucoup préféreront s'éloigner de la capitale pendant les JOP (Jeux Olympiques et Paralympiques).

Dans le même temps, les deux inénarrables présidents de région AURA et PACA, MM. Wauquiez et Muselier, ont annoncé l'été dernier (sans aucune consultation démocratique) que les Alpes françaises étaient candidates à l'organisation des JOP 2030. Pour eux, les planètes se sont rapidement alignées : 3 mois après l'annonce de cette candidature, elle est la seule retenue par le CIO. En effet, les deux autres candidatures encore en lice, la Suisse et la Suède, ont été jugées trop peu solides, voire, dans le cas de la Suisse, trop risquée, car celle-ci a la fâcheuse manie de demander son avis à sa population (qui elle-même goûte assez peu aux charmes des JOP).

A tous les maux cités ci-dessus, il faut ajouter dans le cas des Alpes le déni climatique, qui empêche de voir que **la neige (naturelle) s'amenuise inexorablement** dans les stations. Peut-on faire confiance au comité olympique pour inventer des épreuves innovantes comme le slalom sur herbe, le saut à roller ou les descentes de caisses à savon sur le goudron des routes de station ?

Nous avons l'intuition que ces JOP seront l'occasion de dépenser des milliards d'argent public en canons à neige et retenues collinaires, et ainsi d'artificialiser encore un peu plus les montagnes.

Une fois de plus, cela sera au bénéfice de quelques stations de haute altitude, alors que les petites stations de basse altitude meurent les unes après les autres (par manque de neige et raccourcissement inexorable de la saison hivernale).

On est bien loin de la transition vers une autre modèle, pourtant si nécessaire et urgente.

La décision définitive du CIO et la signature du contrat qui liera nos régions à celui-ci pour l'organisation des Jeux devrait avoir lieu en **juillet prochain**.

Mais il est encore temps de réagir et de se mobiliser.

Les Hauts-Alpin.e.s ont dégainé les premiers avec la création du collectif :

NO-JO 2030 (<https://no-jo.fr/>)

et nous sommes aujourd'hui quelques un.es sur Grenoble à rejoindre cette lutte pour mobiliser un maximum d'ici cette date.

Vous pouvez nous contacter à l'adresse : nojo2030-grenoble@protonx.me.

Faisons entendre notre voix contre l'organisation de cet événement d'un autre temps et d'un autre monde. Ni ici, ni ailleurs !

Le collectif NO-JO 2030 grenoblois



LES JOP

instrumentalisation du sport pour précariser, réprimer, bétonner et capitaliser.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques qui nous sont imposés cet été représentent une **catastrophe environnementale, budgétaire, sociale, et démocratique.**

A l'heure où l'on nous parle sans cesse de la nécessité de faire des économies, c'est pour le moment 8,8 milliards d'euros engagés dans les JOP, dont 3 milliards d'euros d'argent public, et ce chiffre ne comprend pas les dépenses liées à la sécurité, à la santé ou aux transports.

Notons également que depuis 1960 tous les JOP ont vu leur budget initial largement dépassé. Cela fait presque partie d'une norme, sous-évaluer pour faire accepter à la population de telles dépenses, et puis parler d'imprévu pour faire avaler le surplus.

C'est un **désastre social** auquel nous assistons également. Dans un premier temps les déplacements de populations sont à l'oeuvre, on montre une belle vitrine, on cache les SDF, on détruit un foyer ou on expulse un squat sans solution de relogement pour des centaines de familles à la rue. Des hôtels sociaux déconventionnent avec l'état à Marseille ou Paris, (déjà plus de 5000 chambre à Paris). Les logements CROUS sont réquisitionnés. Les travailleuses du sexe (TDS) sont également touché.e.s, on constate une hausse de la répression, des contrôles de police ciblés sur les TDS d'origine étrangère, à l'issue desquels nombre d'OQTF* (Obligation de quitter le Territoire Français) sont distribuées (cf rapport d'Act up).

Ces JOP ont également pour conséquence la **gentrification** des quartiers de Seine Saint-Denis, par la construction d'éco-quartiers dont le prix du m² pourrait passer à 7000€ dans des villes jusque là parmi les plus pauvres de France, la fréquentation de certaines infrastructures sportives sera réservée aux personnes pouvant payer le coût d'entrée. Les Lois olympiques et Evan permettent l'accélération de grand projets d'urbanisme, jusque là contestés. Enfin sur le plan social, c'est également **le droit du travail** qui est attaqué : pression sur les chantiers pour finir dans les temps et une cadence trop lourde, exploitation de travailleur.euse.s sans papiers, du bénévolat qui se confond avec du travail dissimulé pour une entreprise comme OMEGA, un harcèlement des chômeur.euse.s pour venir combler les manques en sécurité...

L'impact environnemental des JOP n'est plus à prouver. Les désastres écologiques engendrés par

les anciennes éditions des Jeux Olympiques l'attestent : on ne peut pas organiser un événement d'une telle ampleur sans conséquences dramatiques pour l'environnement. La vaste propagande consistant à donner une image verte aux JO de Paris est en réalité un **greenwashing** de masse et le fruit d'une **politique techno solutionniste**. L'un des territoires les plus impactés en IDF est la Seine St Denis avec l'émergence de problématiques environnementales importantes ; la destruction d'un hectare de jardins ouvriers centenaires, la destruction de l'Aire des vents, site classé Natura 2000, ainsi que la construction d'un échangeur autoroutier. Le contexte actuel de la Seine Saint Denis reflète un abandon de la part des politiques locales concernant les questions environnementales qui risque d'être exacerbé par les impacts négatifs des JOP 2024.

Les Jeux Olympiques sont régulièrement utilisés afin d'intégrer dans le droit commun certaines technologies et pratiques jusqu'alors illégales. Les JOP de Paris représentent un alibi afin de faciliter et accélérer les réformes sécuritaires.

Ces réformes sont légiférées à travers la loi exceptionnelle olympique 2 adoptée par le parlement le 12 avril 2023. Elle s'inscrit dans la lignée de la loi sécurité globale avec notamment l'autorisation de la vidéosurveillance algorithmique (VSA). Il s'agit de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes de surveillance tels que les caméras ou les drones afin de détecter les comportements considérés comme «suspects». La loi olympique autorise également l'utilisation de scanners corporels à l'entrée des épreuves et crée une incrimination pénale se traduisant par une amende de 3750 euros pour toute personne s'introduisant dans une arène sportive par force ou par fraude.

Cet article vise principalement les militant.e.s qui envisageraient de montrer leurs revendications au cours des compétitions sportives. En quelques chiffres, les dispositifs sécuritaires mis en place au cours des deux semaines de compétition impliquent le déploiement de :

**35 000 policiers,
20 000 militaires et
22 000 agents de sécurité privé**

pour un budget total d'environ
295 millions d'euros.

La mise en place de ces dispositifs met en exergue la politique sécuritaire du gouvernement avec le souhait de contrôler la population et museler les revendications à l'aide d'un important déploiement

militaire et de systèmes de surveillance toujours plus performants.

Les JOP sont donc une **vitrine populaire affaiblissant les droits démocratiques** et légitimant un contrôle massif de la population.

Des informations plus détaillées sont à retrouver sur le site *saccage2024* (source principale de cet article).

Mobilisons nous contre ces JOP et tous les autres (Rhônes-Alpes 2030).

Sources :

Non au Saccage 2024 ! | Non aux saccages que provoquent les Jeux Olympiques ! (noblogs.org)



GLACIER DE LA GIROSE

C'est dans les écrins à 3400m d'altitude que se jouera l'avenir du glacier de la Girose. Depuis octobre dernier, la lutte contre le projet d'un troisième tronçon de téléphérique (T3) s'est intensifiée. Une bataille menée jusqu'ici par La Grave Autrement et rejoint cet automne par les Soulèvements de la Terre.

Le projet du T3 avait été initié principalement par la SATA, une société d'exploitation de l'Alpe d'Huez et des Deux Alpes. C'est aussi un groupe investi dans le projet du métrocable sur Grenoble.

C'est un groupe qui partage une vision du tourisme en montagne qui n'a pas sa place dans un contexte de réchauffement climatique et de l'augmentation des inégalités. En plus de proposer une activité de ski à bon niveau, élitiste et luxueuse, le projet menace l'équilibre environnementale en dégradant le glacier et en menaçant le village de la Grave d'une explosion immobilière qui accompagne souvent l'expansion des domaines skiables. Le collectif La Grave autrement suspecte un projet plus vaste de relier à long terme toutes les stations entre elles afin de proposer un domaine skiable démesuré.

Un recours avait été posé cet automne, sans succès. Selon différentes organisations opposées au T3, la découverte d'une fleur protégée et présente sur le Glacier aurait pu conduire à la suspension des travaux. Malgré les inquiétudes des scientifiques, des indices avaient porté à croire qu'une première dalle de béton allait être d'ores et déjà coulée, afin de montrer que le chantier ne serait pas interrompu par aucune mobilisation. Dans l'urgence, une Zad s'était montée, qui regroupait aussi bien des militant.es que des alpinistes. La première Zad de haute montagne. Le campement était provisoire : la venue de l'hiver empêchait d'office tout travaux.

Les Soulèvements de la Terre avaient déjà promis de revenir au printemps s'il le fallait. Macron et son gouvernement ont beau avoir tenu un discours encourageant sur la protection des glaciers, la mise en place d'une telle mesure prendrait des années, et les travaux de la SATA sont imminents...

Des militant.es du Glacier de la Girose

ATOS, UN ROUAGE DU CAPITALISME

Si vous suivez l'actualité économique, vous avez peut-être entendu parlé de l'entreprise Atos, un des leaders européens de la cybersécurité et des services numériques. Vous êtes peut-être au courant de sa mauvaise santé financière et à quel point c'est problématique pour l'Etat étant donné son rôle central dans des secteurs stratégiques (nucléaire, armée, services publics).

Nous vous proposons ici un éclairage sur ses activités néfastes dont voici une liste non-exhaustive:

- * Elle développe les technologies de surveillance, notamment la VSA (vidéo surveillance algorithmique) qui sera autorisée lors des JO 2024
- * Elle est partenaire officiel des Jeux Olympiques depuis 1992 pour fournir les services informatiques et numériques
- * Elle est un acteur du contrôle des frontières européennes (et du massacre en Méditerranée) en participant au projet SIVE pour développer des technologies de surveillance en Méditerranée, au programme européen ABC4EU qui automatise la surveillance des frontières, et en touchant des subventions de Frontex
- * Elle participe à la numérisation du monde avec tous les impacts sociaux et écologiques qui l'accompagnent (notamment en terme d'extractivisme car le numérique n'est pas immatériel)
- * Elle touche des millions d'euros de financements publics grâce à un gros travail de lobbying.

Atos est aussi bien au clair sur son rôle dans le système capitaliste et ne s'en cache pas. Afin de vendre leur service de protection des données, voici une description que la société met en avant sur leur site: *"La situation économique et les vagues de licenciement [...] risquent de générer un vivier d'anciens employés avec un accès important aux ressources numériques, aux flux de travail et aux données de l'entreprise, parce que leurs identifiants n'auront pas été désactivés assez rapidement. Les organisations contraintes de licencier de nombreux employés auront intérêt à renforcer leurs process de gestion des identités et des droits d'accès [...]"*

Nous en parlions dans notre première infolettre, le deuxième plus gros site en France d'Atos a été inauguré en 2022 à Echirolles, dans le cadre du projet urbain *GrandAlpe* qui vise à créer une nouvelle Presqu'île au Sud de Grenoble en installant ce type d'entreprise et en gentrifiant.

Atos **c'est le capitalisme destructeur dans tous ses aspects** et même certains salariés le pointent du doigt en témoigne l'article sur le blog de Médiapart *"Savoir travailler, c'est aussi savoir louvoyer"*.

A C T U A L I T É S

DANS LE MONDE

Lutte contre le tourisme

Les îles Canaries, un archipel espagnol à l'ouest du Maroc, sont un lieu privilégié par les touristes internationaux, en témoigne les 14 millions de visiteurs en 2023.

Face au surtourisme, près de 50 000 personnes ont manifesté (sur 2,2 millions d'habitant.es) le 20 avril dernier pour s'opposer à ce désastre. Ils dénoncent la dégradation de leurs conditions de vie et de l'environnement avec tous les impacts de cette activité (crise du logement, accaparement des espaces et des ressources, nuisances, pollution etc). La situation est telle que des militant.es ont entamé une grève de la faim contre le tourisme de masse et plus particuliè-

rement contre les nouvelles constructions touristiques. Cette lutte n'est pas isolée et s'inscrit dans un mouvement plus large en Espagne où le tourisme continue de croître et a atteint un record en 2023 avec 85 millions de touristes. Bizarrement, l'extrême droite ne parle pas des dégâts causés par ces « migrants » là.

L'écofascisme à Lyon

L'écologie étant un sujet de plus en plus prégnant, même l'extrême droite s'en empare, pour avancer ses discours racistes et antisociaux tout en touchant un large public. Ils veulent réduire la population, parlent du péril migratoire et du risque d'invasion de son "biotope", font la promotion du survivalisme, défendent les «lois de la nature» pour s'attaquer aux droits des LGBTQIA+, à l'IVG, etc.... Au même titre qu'ils utilisent le "féminisme" pour légitimer des discours racistes, "l'écologie" leur sert à avancer masqués tout en tenant des propos confusionnistes. Depuis peu à Lyon, ville marquée par les attaques fascistes quasi quotidiennes, le groupuscule *Lyon Populaire* mène une campagne sur l'écologie en tractant, tenant des conférences, organisant des nettoyages de décharges. Ils ont aussi tentés de soutenir le mouvement paysan de cette hiver. Cette mascarade fera-t-elle oublier leur ultraviolence comme lors de l'attaque de la conférence du collectif *Palestine 69* en Novembre dernier (plus d'infos sur le site de Streetpress) ? Face à cela, **Action Justice Climat** (ex-Alternati-ba Rhône) et le groupe antifasciste **Jeune Garde** cherchent à déconstruire leurs discours et continuent, à travers l'interorganisation «Fermons les locaux fascistes» à mettre la pression pour que les élu-es locaux agissent. Au delà de la dissolution, faire fermer ces locaux est une nécessité. L'histoire a montré que de nouveaux groupuscules renaissent des cendres des précédents (*Les Remparts* depuis la dissolution de *Génération Identitaire*, *Lyon Populaire* qui vient du *Bastion Social*), et s'organisent au sein des mêmes locaux. Sans un endroit pour se réunir, il leur sera plus difficile de se rencontrer, s'organiser, s'entraîner au combat, faire passer leurs idées etc...

VOUS ÊTES SUR
QUE SI JE DIS QUE
JE "NETTOIE" LES RUES,



JE SUIS
PAS ÉCOLO ?

Le Moutain Planet, ou comment faire du tourisme «vert»

Du 16 au 18 Avril dernier se tenait à Alpeexpo le salon de la montagne: le Moutain Planet. C'était l'occasion pour les aménageurs, les décideurs, les financiers, venant du monde entier, de se retrouver pour vendre la montagne. Mais avec le changement climatique, ils sont obligés de se donner une façade «green». Dameuse à hydrogène et motoneige au carburant végétale (sponso Total) étaient donc exposées au côté d'autres machines toutes plus énormes les unes que les autres et disposées sur un petit lit de neige alors qu'il faisait près de 20°C...

Bien que les loisirs de montagne restent le privilège d'une minorité, on voit la démesure en terme de ressources, d'énergie et d'argent public dépensés. Avec les JO d'hiver 2030 qui auront lieu dans les Alpes (sauf mouvement contestataire) les dégâts continueront.

A l'appel du collectif NoJO2030, un rassemblement a été organisé pour dénoncer le scandale que représente un tel événement. Au programme: banderoles, tractage, prise de parole et ski sur bitume, avec des camarades venu-es des Alpes du Sud !



Stop Métrocâble

“Comment un projet si peu consensuel, présenté comme structurant pour les transports en commun du secteur nord-ouest de l’agglomération, a-t-il pu arriver en l’état jusqu’au stade de l’enquête publique ?”

Non, cette phrase n’a pas été écrite par les opposant.e.s au câble mais bien par la commission d’enquête qui a rendu un avis défavorable au projet de métrocâble. C’est une débâcle pour le SMMAG et la Métro qui n’ont pas encore communiqué sur l’abandon du projet, contrairement aux acteurs économiques de l’agglo (ST Mirco, le CEA, POMA, etc) qui ont publié une tribune dans le Daubé pour critiquer une enquête publique soit disant biaisée parce qu’elle ne va pas dans leur sens. Tribune que l’on retrouve mot pour mot sur le site du Medef isérois... Le projet semble pourtant bien en voie d’être enterré, mais l’enquête publique n’étant que consultative, le SMMAG peut très bien décider de lancer tout de même les travaux.

Ce ne serait pas la première fois que la préfecture valide un projet dont l’enquête publique a été défavorable.

Au collectif Stop métrocable, on est déterminés à aller jusqu’au bout et bloquer ce projet bidon pour de bon, que ce soit par des recours juridiques ou par des blocages physiques. Restez informé.e-s, on aura peut-être besoin de vous»

Collectif Stop Métrocable

Les usines de puces dans le creux de la vague

Quelques jours après le week-end de mobilisation qui a vu s’enchaîner conférences, rencontres, repas, blocage... avec en point culminant une manif festive rassemblant 2000 personnes pour marcher jusque sur la presqu’île scientifique, on apprenait que Soitec suspendait son projet d’extension à Bernin. On s’en réjouit : les 11 hectares de terres agricoles convoités sont (pour un temps) laissés tels, et les nuisances liées à une augmentation de la production sont remises à plus tard. Mais nous dénonçons toute stratégie de l’entreprise qui viserait à délocaliser ses projets ailleurs dans le monde.

Ici ou ailleurs, l’industrie des puces est nocive et nous continuerons de nous employer à le montrer.

Collectif STopMicro

AG
ÉCOLO
ANTICAPITALISTE

Infolettre

QUI ON EST

L’Assemblée Générale écolo anticapitaliste regroupe des individus et des organisations du mouvement social pour mettre en commun, élaborer et coordonner des luttes à l’interface entre l’écologie et le social qui sont les deux faces d’une même pièce. L’AG est ouverte à tout le monde. À nos yeux, la lutte écologiste nécessite de rompre avec le capitalisme afin de nous réapproprier nos modes de production, de vie et de consommation pour répondre aux besoins de l’humanité tout en respectant les limites fixées par la nature.

Tu trouveras les dates des AG sur le site ici-grenoble.org et tu peux nous contacter à

grenoble_anticapital@riseup.net :)